



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

ELF

Question au Gouvernement n° 1296

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Martine Lignières-Cassou.

Mme Martine Lignières-Cassou. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie.

Le 19 mars dernier, Philippe Jaffré, P-DG d'Elf Aquitaine, annonçait depuis Londres, sans en avoir informé au préalable son conseil d'administration et avec des propos méprisants pour ses salariés, un plan de restructuration au sein de la société Elf Exploration Production.

Un mois plus tard, le 16 avril, la direction annonçait, cette fois-ci de manière officielle, le contenu du plan dit de «performance»: 1 500 suppressions d'emplois à temps plein dans l'ensemble de la branche, sans compter les emplois induits.

La réponse du Béarn est aujourd'hui à la hauteur du mépris et de la méthode utilisée. Toute la population - salariés, syndicats, élus, commerçants - se mobilise pour refuser les externalisations et les suppressions d'emplois envisagées.

Comment un groupe qui annonce un bénéfice de 8 milliards de francs en 1998 peut-il se permettre de sacrifier les hommes et les femmes qui ont contribué à sa réussite au nom de la seule logique spéculative et financière ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.) Si Elf Aquitaine fut une aubaine pour le Béarn, l'entreprise ne doit pas pour autant oublier son territoire d'origine. A ce jour sont en grève les salariés de Paris, de Pau et ceux de Lacq. A leur volonté de négociation, la direction oppose la menace de l'arrêt de la production à Lacq et refuse la moindre remise en cause de son plan à Pau comme à Paris. L'Etat ne peut rester indifférent à un territoire qui a grandement contribué à l'indépendance énergétique de la France. Malgré la privatisation d'Elf Aquitaine en 1993, contre laquelle les socialistes s'étaient élevés (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants),...

M. Laurent Dominati. Chiche ! Un peu de courage !

Mme Martine Lignières-Cassou. ... pouvez-vous me dire, monsieur le secrétaire d'Etat, quels sont aujourd'hui les moyens d'action du Gouvernement et comment l'Etat souhaite mettre à profit son action spécifique ? Je vous remercie de bien vouloir répondre aux inquiétudes des milliers de salariés, de l'ensemble des syndicats et des élus dont je me fait l'écho ce jour. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie.

M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie. Madame la députée, l'Etat n'est naturellement pas indifférent à ce qui constitue un élément déterminant de l'avenir économique de tout le Béarn. Nous devons à cet égard concilier deux objectifs: d'une part, relayer les attentes légitimes, que vous exprimez, des salariés d'Elf, des habitants de la région et des élus du Béarn; d'autre part, dans le même mouvement, nous assurer que l'industrie pétrolière française reste l'une des premières du monde. Cela suppose qu'Elf, comme l'a fait Total à la fin des années 1980, renforce son pôle Exploration-Production. Cela implique peut-être des réorganisations, mais aussi la prise en compte des savoir-faire des techniciens, des ingénieurs, notamment du centre Jean-Feger. Cet ensemble de mesures doit s'inscrire dans un plan de développement global de cette activité et de l'industrie pétrolière.

Sur le plan de la méthode, le Gouvernement souhaite que l'on suive l'idée d'un véritable dialogue constructif,

patient, actif. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Je vous propose quatre mesures positives.

Tout d'abord, afin de bien faire une information et d'en déduire des actions sur la filière gaz et la chimie, j'ai mandaté l'ingénieur général des mines Pierre Boisson (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendant.) et Jean-Pierre Aubert, inspecteur général de l'industrie (« Ah ! » sur les mêmes bancs), pour me fournir rapidement un rapport circonstancié sur la question. (Mêmes mouvements.) J'attends, de leur part, une analyse objective de la situation industrielle du Béarn et des propositions concrètes de développement des filières existantes.

M. Philippe Vasseur. Formidable !

M. le secrétaire d'Etat à l'industrie. Deuxième mesure: le Gouvernement pourra intégrer cette réflexion dans la préparation du comité interministériel d'aménagement du territoire (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) qui se réunira en juin prochain.

Troisièmement, il me paraît évident que le groupe Elf a une dette à l'égard du Béarn.

M. Thierry Mariani. Et Dumas ?

M. le secrétaire d'Etat à l'industrie. Il doit poursuivre et renforcer son action de reconversion entamée depuis plusieurs années. De nouvelles initiatives doivent être prises en la matière et les premiers contacts, qui sont ceux de M. Boisson de la direction générale d'Elf et bientôt des organisations syndicales, augurent bien de la capacité, par le dialogue, de s'engager sur des pistes constructives. (« Bravo ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Enfin, quatrième mesure importante, j'ai fait part au président de l'Institut français du pétrole - IFP - de l'opposition du Gouvernement à la fermeture de son antenne de Pau.

Je considère qu'il y a d'autres solutions que la fermeture. Il convient d'examiner quels sont les métiers de recherche que l'IFP doit développer, et non pas supprimer, à Pau.

Je puis donc vous assurer que le Gouvernement est actif (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) et concrètement et pleinement solidaire de ce qui se passe dans le Béarn. (« Bravo ! » sur les mêmes bancs). En particulier, il est solidaire des salariés de l'entreprise et de l'ensemble des habitants, préoccupation que vous exprimez remarquablement en tant qu'élue de cette région.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Thierry Mariani. Et Dumas, il rembourse quand ?

Données clés

Auteur : [Mme Martine Lignières-Cassou](#)

Circonscription : Pyrénées-Atlantiques (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1296

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 avril 1999, page 3697

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 avril 1999